



*Luttes pour les droits des femmes au Québec

1791

Droit de vote pour les femmes propriétaires

Bande: Mouvement
pour les droits des
femmes au Québec



Adopté en 1791, l'Acte constitutionnel est une loi britannique qui crée le Haut-Canada et le Bas-Canada. Cette loi donne **aux propriétaires terriens la qualité d'électeur, sans distinction de sexe**. Certaines femmes, parce qu'elles possèdent une propriété, ont ainsi le droit de voter pour des représentants à la Chambre d'assemblée.

1849

Perte du droit de vote

Bande: Mouvement
pour les droits des
femmes au Québec



En 1849, le parlement du Canada-Uni prive les femmes canadiennes propriétaires de leur droit de vote. Déjà, en 1834, les Patriotes, Louis-Joseph Papineau en tête, manifestaient le désir de corriger une anomalie historique en **retirant ce droit aux femmes**. Après des années de luttes et de dissidence, les femmes récupéreront leur droit de vote 70 ans plus tard, en 1918.

1866

Le patriarcat et le Code civil

Bande: Mouvement
pour les droits des
femmes au Québec



Le Code civil du Bas-Canada entre en vigueur le 1er août 1866. Qu'est-ce qu'un code civil? Il s'agit d'une loi générale qui balise la vie en société. **La femme est considérée dans ce code comme une personne mineure.** Par exemple, un article de loi exige que **la femme soit soumise à son mari** et qu'en échange, il lui doive protection. La femme ne peut exercer une profession autre que celle de son mari; le mari est le seul responsable des biens familiaux; la femme est responsable des dettes de son mari, mais ce n'est pas réciproque. Il faut attendre 100 ans avant qu'une modification en profondeur soit apportée au code civil.

1888

Des femmes à l'université

Bande: Mouvement
pour les droits des
femmes au Québec



En 1888, **l'Université McGill**, une université anglophone de Montréal, remet les **premiers diplômes de baccalauréat à des femmes**. Cette université n'admet cependant les femmes qu'à la Faculté des arts et à l'École normale (institution où l'on forme les futurs enseignants et enseignantes). Les autres facultés leur sont fermées. Dans les milieux francophones, les femmes sont autorisées à écouter certaines conférences, mais ne peuvent poursuivre d'études supérieures. En 1914, **Annie MacDonald-Langstaff** (1887-1975) devient la première diplômée de la Faculté de droit de l'Université McGill et la pionnière d'une longue bataille qui s'échelonna jusqu'en 1941 pour que les femmes obtiennent le droit de pratiquer la profession de juriste.

Aujourd'hui, les universités québécoises sont ouvertes aux hommes comme aux femmes. Dans plusieurs facultés, les femmes sont même devenues majoritaires.

1907

Organisations féministes

Bande: Mouvement
pour les droits des
femmes au Québec



En 1907, Marie Lacoste et Caroline Béique (1852-1946) fondent la première organisation féministe francophone catholique, la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste. Vouée aux causes sociales et à la charité, cette organisation travaille, entre autres, à **l'amélioration des soins donnés aux mères et aux enfants**. Encouragées par cette initiative, plusieurs femmes québécoises, à l'image de ce que d'autres font ailleurs, commenceront à s'organiser pour **revendiquer des droits et l'égalité entre les sexes**.

1918

Droit de vote au Canada

Bande: Mouvement
pour les droits des
femmes au Québec



Des **féministes canadiennes exercent des pressions sur les politiciens pour l'obtention du droit de vote** pour les femmes. C'est en 1918 qu'elles obtiennent gain de cause pour les élections fédérales. **Le contexte de la Première Guerre mondiale les aide. Effectivement, le gouvernement a besoin de l'appui des femmes : elles travaillent dans les usines** en remplacement des hommes, partis se battre. Quant au droit de vote dans les différentes provinces, il est accordé aux femmes en 1916 au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta; en 1917 en Colombie-Britannique et en Ontario; en 1918 en Nouvelle-Écosse; en 1919 au Nouveau-Brunswick; en 1922 à l'Île-du-Prince-Édouard ; en 1925 à Terre-Neuve. Et au Québec? La patience s'impose.

1940

Droit de vote au Québec

Bande: Mouvement
pour les droits des
femmes au Québec



Les Québécoises doivent attendre jusqu'en 1940, en pleine Deuxième Guerre mondiale, pour obtenir le droit de vote... 24 ans après les femmes de l'Ouest du Canada. À la suite des efforts constants des féministes qui se sont rendues chaque année au parlement pour l'exiger, le gouvernement du Québec, alors dirigé par le premier ministre Adélard Godbout (1892-1956), **accorde finalement le droit de vote aux femmes. Il faut dire aussi que l'appui des femmes est encore plus nécessaire pour la production du matériel de guerre en remplacement des hommes qui sont au front.**

1944

Droit de vote des femmes en France

Bande: Ailleurs dans le
monde

En France, après s'être vu retirer le droit de participer à la vie politique en 1869, **les femmes obtiennent de nouveau le droit de vote en 1944**. Dès 1919, la Chambre des députés demandait un retour à l'égalité, ce que le Sénat avait refusé. Les nombreuses pressions des féministes et l'appui des députés ont finalement permis aux Françaises de retrouver ce droit.

1945

Allocation familiale

Bande: Mouvement
pour les droits des
femmes au Québec



À qui ira le chèque d'allocation familiale?

En 1945, le gouvernement fédéral instaure une nouvelle mesure visant à aider les familles à subvenir à leurs besoins : les allocations familiales. Après plusieurs hésitations et sous la pression des groupes féministes, les chèques d'allocation familiale sont versés à la mère de famille, ce qui constitue un gain important pour les femmes. **Cette situation permet à la mère de gérer de l'argent et d'obtenir une certaine indépendance face à son conjoint.**

1960

Révolution féministe

Bande: Mouvement
pour les droits des
femmes au Québec



À partir des années 1960, les Québécoises font des gains substantiels dans leur lutte pour leurs droits et libertés. Elles font peu à peu leur entrée en politique et plus massivement à l'université et dans différents milieux de travail traditionnellement réservés aux hommes. Dès 1960, la commercialisation de la **pilule contraceptive** joue un rôle déterminant dans l'émancipation sexuelle et sociale. En 1967, le gouvernement canadien crée la Commission Bird, qui a pour mandat d'enquêter sur la situation des femmes au pays et de leur assurer l'égalité des chances dans tous les aspects de la société. En 1969, le **divorce est légalisé**. Cette période est donc caractérisée par la reconnaissance des droits des femmes, et de ceux d'autres groupes sociaux, comme les travailleurs, les enfants, les minorités culturelles, etc.

1961

Une première députée

Bande: Mouvement
pour les droits des
femmes au Québec



La **première Québécoise élue députée à l'Assemblée nationale** du Québec est Marie-Claire Kirkland, en 1961. Elle sera une personne importante pour la promotion de l'égalité des sexes au Québec au sein du gouvernement et un exemple pour toutes les autres femmes qui participent à la vie politique de façon active.

1964

Réformes sociales

Bande: Mouvement
pour les droits des
femmes au Québec

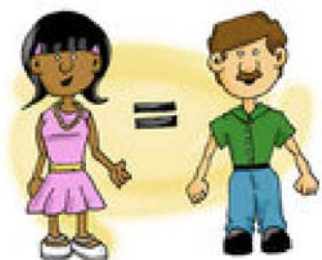


Dans les années 1960 et 1970, des réformes en profondeur des lois et du statut légal des femmes sont mises en place. Ainsi, en 1964, la loi 16 affirme l'égalité juridique des époux. Cette loi, pilotée par **Marie-Claire Kirkland** (1924-...), avocate et députée, **met fin à l'incapacité juridique de la femme mariée**. En 1966, deux associations féminines voient le jour : la Fédération des femmes du Québec (FFQ) et l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFÉAS). **Ces associations poursuivent encore aujourd'hui leurs activités en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.**

1975

Charte des droits et libertés

Bande: Mouvement
pour les droits des
femmes au Québec



Un autre pas vers l'égalité est franchi en 1975 avec l'adoption de la Charte des droits et libertés du Québec qui **interdit officiellement, pour la première fois, toute forme de discrimination fondée sur le sexe** et qui pose comme principe que tout humain a droit à l'intégrité et à la liberté de sa personne. Deux ans auparavant, le gouvernement du Québec avait créé le **Conseil du statut de la femme**, dont le mandat était d'élaborer une politique sur la condition féminine. De plus, l'année 1975 est déclarée **Année internationale des femmes** par l'Organisation des Nations Unies.

1981

Madame Paul-Émile Tremblay

Bande: Mouvement
pour les droits des
femmes au Québec

Le Code civil du Québec est à nouveau modifié. **Les femmes gardent dorénavant leur nom et peuvent le transmettre à leurs enfants**. De plus, lors d'une séparation, une femme peut réclamer une compensation pour son apport à l'enrichissement de son conjoint. Par contre, les tribunaux reconnaissent rarement la valeur du travail au foyer.

Équité salariale?

Bande: Ailleurs dans le monde

Il reste du chemin à faire aux États-Unis quant à l'équité des salaires. Comme au Canada, les femmes gagnent en moyenne 25% moins qu'un homme.

Malgré une amélioration de l'écart des salaires entre les hommes et les femmes dans les pays industrialisés depuis les années 1970, certains États ont beaucoup de retard. Les États-Unis, malgré une progression, cachent une réalité peu reluisante. L'écart reste important et s'accroît davantage pour les emplois qui demandent peu de qualification et qui sont surtout occupés par des femmes. **Le faible niveau du salaire minimum, le faible taux de syndicalisation et le faible taux de scolarisation chez certains groupes de femmes expliquent en partie cette situation.**

2002

Éducation

Bande: Ailleurs dans le monde

Régions du monde	Enseignement primaire		Enseignement secondaire	
	1990-1991	2001-2002	2001-2002	2002-2003
Asie du Sud	74	80	54	58
Asie méridionale	81	88	58	62
Asie occidentale	82	89	60	64
Amérique du Nord	96	97	91	92
Océanie	96	97	91	92
Asie du Sud-Est	96	97	91	92
Amérique latine et Caraïbes	96	98	91	92
CEE	96	98	91	92
Asie orientale	97	98	92	93
Régions en développement	81	88	60	64

L'accès à l'éducation augmente chez les filles.

L'éducation est la clé pour sortir les femmes de la pauvreté. Grâce à des efforts importants soutenus par l'O.N.U., la plupart des régions du monde ont vu une **augmentation de la fréquentation des filles à l'école primaire et secondaire**. Même si certaines cultures sont plus réfractaires, partout dans le monde la scolarisation des filles augmente. Il faut maintenant s'attaquer aux études supérieures, où les femmes sont sous-représentées.

2006

L'excision

Bande: Ailleurs dans le monde

L'excision : bafouer **l'intégrité du corps des jeunes femmes**.

L'excision consiste à faire l'ablation (couper) des organes génitaux féminins pour des raisons religieuses ou culturelles. On estime à **130 millions le nombre de femmes concernées par les mutilations sexuelles à travers le monde**. On retrouve ces pratiques en Afrique, dans la péninsule arabique et en Indonésie. Deux millions de petites filles subissent chaque année cette pratique malgré son interdiction dans de nombreuses législations nationales et de multiples accords internationaux.



*Luttes pour les droits des femmes au Québec

Paramètres Édition de la ligne du temps Visualisation

Régime anglais Création du Canada (AANB) Guerres et crise écon Duplessis Révolution tranquille à aujourd'hui

1790 1815 1840 1865 1890 1915 1940 1965 1990 2015

Mouvement pour les droits des femmes au Québec

Droit de vote pour les femmes propriétaires	Le patriarcat et le Code civil	Organisations féministe	Allocation familiale	Madame Paul-Émile Tremblay
Perte du droit de vote	Des femmes à l'université	Droit de vote au Québec		
		Droit de vote au Canada	Révolution féministe	
			Une première députée	
			Réformes sociales	
			Charte des droits et libertés	

Ailleurs dans le monde

Droit de vote des femmes en Franc	Équité salariale?
Éducation	
L'excision	